

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie
=====

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE
=====

SECRETARIAT GENERAL
=====

DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET DU PATRIMOINE
=====

SOUS-DIRECTION DU BUDGET ET DU FINANCEMENT
=====

SERVICE DES MARCHES PUBLICS
=====



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland
=====

MINISTRY OF PUBLIC HEALTH
=====

SECRETARIAT GENERAL
=====

DEPARTMENT OF FINANCIAL RESOURCES AND EQUIPMENT
=====

SUB-DEPARTMENT OF BUDGET AND FINANCING
=====

PUBLIC CONTRACTS SERVICE
=====

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
EN PROCEDURE D'URGENCE
N° 013/D13-240/AONO/MINSANTE/CIPM/2026/
DU 17/07/2026 POUR LES TRAVAUX DE REHABILITATION DU CENTRE DE DOCUMENTATION ET
DES ARCHIVES DU MINSANTE**

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'exécution du Budget d'investissement Public 2026, le Ministre de la Santé Publique lance un Appel d'Offres National Ouvert pour l'exécution des travaux de réhabilitation du Centre de Documentation et des Archives (CDA) du Ministère de la Santé Publique.

2. Consistance des Prestations

Les travaux objet du présent appel d'offres, comprennent tous les corps de métier tel que prévu dans le devis quantitatif et estimatif (DQE). Il s'agit notamment de :

- Maçonnerie et élévation ;
- Charpente-couverture ;
- Menuiserie aluminium- métallique ;
- Electricité ;
- Plomberie ;
- Peinture ;
- Sécurité incendie ;
- Vidéosurveillance.

3. Tranches/Allotissement

Les travaux sont en un (01) lot unique.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de cinquante millions neuf cent seize mille six cent quatre-vingt-onze francs CFA (50 916 691 FCFA)

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux, objet du présent appel d'offres est de deux (02) mois soit 60 jours calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à toute Entreprise de droit Camerounais témoignant d'une expérience claire et d'une aptitude technique (personnel et matériel) dans les travaux de construction, réhabilitation, rénovation et extension en milieu rural et urbain, et n'ayant aucun antécédent lié aux pratiques de fraude, d'abandon de chantier, pratiques observées ces cinq dernières années.

Tout antécédent recensé et vérifié relatif aux motifs ci-dessus, entrainera la disqualification de l'offre de l'Entreprise concernée.

7. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par le budget d'investissement Public (BIP) de l'exercice 2026 sur la ligne d'imputation budgétaire N° 60 40 412 1 33000008 0731 523316

8. Mode de soumission

La soumission est exclusivement faite en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, timbré daté et acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à un million dix-huit mille trois cent (1 018 300) francs CFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres accompagnée d'un récépissé de dépôt de la CEDEC. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du maître d'ouvrage aux heures ouvrables au service des marchés sis à l'immeuble de la Santé situé à proximité du Bâtiment abritant le Programme National de Lutte contre le Paludisme tel/fax : 222 22 42 83, dès publication du présent avis. Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm) ou sur tout autre moyen de communication électronique fixé par le maître d'ouvrage.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue au service des marchés du Ministère de la Santé Publique sis à l'immeuble de la Santé situé à proximité du Bâtiment abritant le Programme National de Lutte contre le Paludisme tel/fax : 222 22 42 83 dès publication du présent Avis d'Appel d'Offres (service SIGAMP), moyennant le paiement d'un montant non remboursable des frais d'acquisition du DAO de cent mille (100 000) Francs CFA payable au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 20/08/2026 à 13h00 précises. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis.

013/DA3-240 "AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N°.../AONO/MINSANTE/CIPM/2026 du 17/07/26
POUR LES TRAVAUX DE REHABILITATION DU CENTRE DE DOCUMENTATION ET DES ARCHIVES DU
MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE.

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement"

Taille et format des fichiers

Pour la soumission, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13.Recevabilité des plis

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Ces pièces administratives ont une durée de validité de trois (03) mois, cette date limite de validité des pièces administratives doit être postérieure à la date de lancement de l'Appel d'Offres.

14.Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 20/08/26 14h00 précises par la Commission Interne de Passation des Marchés du Maître d'Ouvrage dans la salle de cette commission sise à l'immeuble Ex-PSFN situé à proximité du siège de la Croix Rouge Camerounaise.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15.Critères d'évaluation

15.1-Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation suivant les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment de :

- De l'absence ou non-conformité du cautionnement de soumission timbré, daté, et acquitté à la main accompagnée du récépissé de la CDEC à l'ouverture des plis
- De la non-production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente
- Des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées
- Du non-respect de 75% critères essentiels ;
- De l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;
- Capacité financière inférieure à quinze (15) millions de francs cfa soit 30% du montant TTC du marché ;
- Du non-respect du format de fichier des offres ;
- L'absence d'un élément de l'offre financière (BPU, DQE, SDP, soumission) ;
- De l'absence de la charte d'Intégrité ;
- De l'absence de la Déclaration d'engagement au respect des clauses sociales et environnementales ;
- L'absence de l'attestation de catégorisation ou d'un récépissé de dépôt de demande de catégorisation ;
- La non acceptation d'une des conditions du marché par le soumissionnaire (absence de la visite de site, CCAP, CCTP, et plans types non paraphés et /ou non datés) ;

15.2-Critères essentiels

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les prestations, objet de l'appel d'offres. Ceux-ci doivent être déterminés en fonction de la nature et de la consistance des prestations à réaliser.

Il convient de préciser formellement les modalités de validation d'un critère à partir du nombre de sous-critères à respecter.

Les offres techniques seront évaluées selon les critères essentiels qui porteront à titre indicatif sur :

- La présentation de l'offre:

- Les références du soumissionnaire (Avoir réalisé au moins trois projets de travaux similaires d'un montant total TTC supérieur ou égal à 50 000 000 de francs CFA au cours des 3 dernières années ;
- La capacité financière (l'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières, le chiffre d'affaires, attestation de solvabilité financière) ;
- Qualification et expérience du personnel ;
- Moyens logistiques;
- Organisation et méthodologie;
- De l'absence de possession d'un matériel minimum (liste à préciser par le maître d'Ouvrage et à déterminer en propre ou en location)

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les rabais proposés.

17. Validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant 90 jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au service des marchés Publics du MINSANTE à [service (SIGAMP), numéro de porte, BP, téléphone, fax, e-mail]. Ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.publiccontracts.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou tout autre moyen de communication électronique indiqué par le maître d'ouvrage.

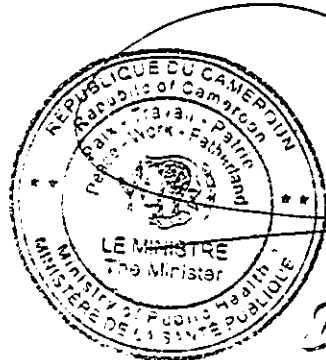
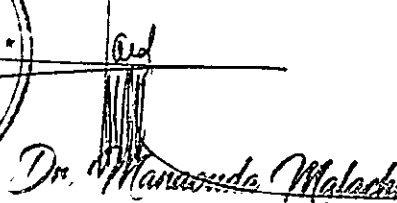
19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP :222 20 18 03 Ou le MO/MOD au numéro

Yaoundé le 17 JUIL 2026

Copies

- MINMAP
- ARMP (pour publication et archivage)
- Maître d'Ouvrage
- Président CIPM
- Affichage chrono



TENDER NOTICE

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE

NO. 013/D13-240/AONO/MINSANTE/CIPM/2026/

OF 17/07/2026 FOR THE REHABILITATION WORKS OF THE MINSANTE DOCUMENTATION AND ARCHIVES CENTER

1. Subject of the invitation to tender

As part of the implementation of the 2026 Public Investment Budget, the Minister of Public Health is launching an Open National Call for Tenders for the rehabilitation work on the Documentation and Archives Centre (CDA) of the Ministry of Public Health.

2. Nature of works

The works covered by this tender include all trades as specified in the bill of quantities (BOQ). These include:

- Masonry and wall construction;
- Framing and roofing;
- Aluminum and metal joinery;
- Electrical work;
- Plumbing;
- Painting;
- Fire safety;
- Video surveillance.

3. Tranches/Allotment

The works are in one (01) single lot

4. Estimated cost

The estimated cost of the operation following preliminary studies is of fifty million nine hundred sixteen thousand six hundred ninety-one CFA francs (50,916,691 FCFA).

5. Estimated execution deadline

The maximum period provided by the Project Owner for the completion of the work, subject of this call for tenders, is two (02) months or 60 calendar days. This period runs from the date of notification of the service order to begin the services.

6. Participation and origin

Participation in this tender is open to any company incorporated under Cameroonian law that demonstrates clear experience and technical capacity (personnel and equipment) in construction, rehabilitation, renovation, and extension work in rural and urban areas and that has no history of fraudulent practices or site abandonment, practices observed over the past five years.

Any identified and verified history related to the above will result in the disqualification of the company's bid.

7. Funding

The works covered by this call for tenders are financed by the Public Investment Budget (BiP) for the 2026 financial year under budget line number 60 40 412 1 33000008 0731 523316

8. Bidding method

The mode of submission selected for this consultation is online.

9. Bid bond

Each bidder must include with their administrative documents a bid bond—stamped, dated, and manually countersigned—issued by an entity or financial institution authorized by the Minister of Finance to issue guarantees for public contracts (as listed in Document 14 of the Bidding Documents). The bond must be in the amount of one million eighteen thousand three hundred (1,018,300) CFA francs, remain valid for thirty (30) days beyond the initial bid validity period, and be accompanied by a CEDEC deposit receipt. Failure to provide a bid bond issued by a first-rate bank or a first-tier financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue guarantees for public contracts will result in the outright rejection of the bid. A bid bond submitted that is unrelated to the specific tender in question shall be deemed missing. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

10. Consultation of Tender File

The physical file may be consulted free of charge at the contracting authority's offices during business hours, located in the Health building near the building housing the National Malaria Control Program, TEL/FAX: 222 22 42 83 (SIGAMP service), as soon as this notice is published. It may also be consulted online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, on the ARMP website (www.armp.cm), or via any other electronic means of communication designated by the contracting authority.

11. Acquisition of tender file

The physical version of the tender documents can be obtained from the Procurement Department of the Ministry of Public Health, located in the Health Building near the National Malaria Control Program building (TEL/FAX: 222 22 42 83), upon publication of this Invitation to Tender (SIGAMP service), upon payment of a non-refundable fee of one hundred thousand (100,000) CFA francs payable to the Public Treasury.

The electronic version of the tender documents can also be obtained by free download from the addresses indicated above. However, submissions, whether in physical or electronic format, are contingent upon payment of the tender documents purchase fee.

12. Submission of bids

The offer must be submitted by the bidder on the COLEPS platform or any other official electronic means of communication to be specified by the contracting authority no later than the deadline for receipt of offers at the deadline. A backup copy of the offer recorded on a USB key must be submitted in a sealed envelope with the clear and legible indication "backup copy", in addition to the mention below within the specified time limits.

"NOTICE OF OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER

**NO. 13-240/AONO/MINSANTE/CIPM/2026 FROM [DATE OF SIGNATURE OF THE INVITATION TO TENDER]
FOR THE REHABILITATION WORK OF THE DOCUMENTATION CENTER AND ARCHIVES OF THE MINISTRY
OF PUBLIC HEALTH.**

TO BE OPENED ONLY AT THE BID OPENING SESSION"

File Size and Format

For submission, the maximum file sizes for documents that will be transmitted via the platform and constitute the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

The bidder should use compression software to reduce the size of the files to be transmitted.

13. Admissibility of bids

Failure to comply will result in rejection: the required administrative documents must be submitted as originals or as copies certified as true by the issuing authority, in accordance with the provisions of the Specific Regulations of the Call for Tenders.

A tender bond submitted that bears no relation to the tender in question shall be deemed missing. A tender bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

These administrative documents have a validity period of three (03) months; the expiry date of the administrative documents must be later than the launch date of the Call for Tenders.

14. Opening of bids

The opening of bids will take place in a single session on 20/08/26 at 2:00 PM sharp, conducted by the Contracting Authority's Internal Procurement Commission in the Commission's meeting room located in the former PSFN building, near the headquarters of the Cameroon Red Cross.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single duly authorized person of their choice, even in the case of a joint venture.

To avoid rejection, the required administrative documents must be submitted as originals or as copies certified as true by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Specific Regulations of the Invitation to Tender. They must be dated no more than three (03) months prior to the original bid submission date or have been issued after the date the invitation to tender notice was signed.

In the event of the absence or non-compliance of any administrative document at the time of bid opening—following a 48-hour grace period granted by the Commission—the bid will be rejected.

15. Evaluation criteria

The elimination criteria define the minimum conditions that must be met to be admitted to the evaluation based on essential criteria. These criteria are not subject to scoring. Failure to meet these criteria will result in the rejection of the bidder's offer.

These criteria include:

15.1 Eliminary criteria

The elimination criteria establish the minimum conditions that must be met to be admitted to the evaluation based on essential criteria. These criteria are not subject to scoring. Failure to comply with these criteria will result in the rejection of the bidder's offer.

These criteria include:

- Absence or non-compliance of the bid bond (stamped, dated, and manually receipted) accompanied by the CDEC receipt at the time of bid opening;
- Failure to submit—within 48 hours of bid opening—a document from the administrative file deemed non-compliant or missing;
- False declarations, fraudulent practices, or falsified documents;
- Failure to meet 75% of the essential criteria;
- Absence of the sworn statement regarding non-abandonment of worksites over the past three years;
- Financial capacity below fifteen (15) million CFA francs, i.e., 30% of the contract amount (inclusive of all taxes);
- Failure to adhere to the required file format for bids;
- Absence of any element of the financial bid (Unit Price Schedule [BPU], Estimated Quantity Schedule [DQE], Detailed Price Breakdown [SDP], or formal bid submission);
- Absence of the Integrity Charter;
- Absence of the Declaration of Commitment to comply with social and environmental clauses;
- Absence of the categorization certificate or a receipt acknowledging submission of a categorization application;
- Non-acceptance of any contract condition by the bidder (failure to conduct a site visit; failure to initial and/or date the CCAP, CCTP, and standard plans);
-

15.2. Essential criteria

The so-called essential criteria are those that are paramount or key to assessing the technical and financial capacity of the candidates to perform the services that are the subject of the call for tenders. These must be determined according to the nature and scope of the services to be performed.

The validation procedures for each criterion, based on the number of sub-criteria to be met, must be formally specified.

The technical bids will be evaluated out of one hundred (100) points according to the essential criteria, which will include, but are not limited to:

The essential criteria for the qualification of bidders shall focus especially on:

- Presentation of the bid:

- Bidder's references (completion of at least three similar projects with a total value—inclusive of all taxes—of 50,000,000 CFA francs or more over the past 3 years);
- Financial capacity (access to a line of credit or other financial resources, turnover, proof of financial solvency);
- Staff qualifications and experience;
- Logistical resources;
- Organization and methodology;
- Availability of minimum equipment (list to be specified by the Contracting Authority, indicating whether items are to be owned or leased).

NB: Indicate the main qualification criteria which show that the bidder has the required technical capacities and resources to successfully execute the contract. These criteria will be detailed in Article 6.1 of the RPAO

16. Award of contract

The Project Owner shall award the contract to the bidder whose bid meets the required technical and financial qualification criteria and whose offer was evaluated as the lowest by including as the case may be, the rebates proposed.

17. Duration of validity of bids

Bidders shall remain committed to their bids for 90 days from the initial deadline set for the submission of bids.

18. Further information

Additional information may be obtained during working hours from [(SIGAMP service), door number, P.O Box, telephone, fax, e-mail] or online on the COLEPS platform via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other electronic communication means indicated by the Project Owner.

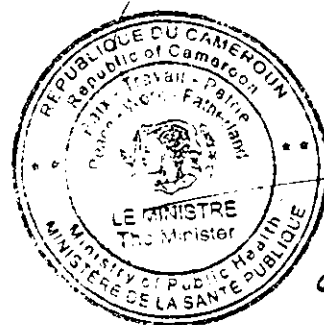
19. Fight against corruption and malpractices

To report any practices, incidents, or acts of corruption, please call CONAC at 1517; the Public Contracts Authority (MINMAP) (via SMS or call) at (+237) 673 20 57 25 or 699 37 07 48; ARMP at 222 20 18 03; or the Project Owner/Delegated Project Owner at

Yaoundé le 17 JULI 2026

Copies:

- MINMAP
- ARMP (for publication and archiving)
- Project Owner;
- Chairperson of the Tenders Board concerned;
- Notice Board/File.



Dr. Mariamoussa Malachie